



VEILLE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE Japon & Corée du Sud

Une publication conjointe du SER de Tokyo et du SE de Séoul
Semaine du 12 au 16 janvier 2026

Faits saillants

- Nikkei 225 au plus haut, yen en recul et nouvelles tensions sur les rendements des JGBs : l'annonce d'élections législatives anticipées accélère la « Takaichi trade »**
- Le Japon teste l'exploitation de terres rares en eaux profondes**
- Maintien du taux directeur de la Banque de Corée à 2,5 %, pour la 5^{ème} fois consécutive**

LES CHIFFRES À RETENIR

	Au 16/01	Var. vs 09/01
USD/JPY	158,4	+0,6 %
USD/KRW	1 472	+1,0 %
Nikkei 225	53 936 pts	+3,8 %
KOSPI	4 841 pts	+5,5 %
JGB 10 ans	2,182 %	+8,8 pbs
KTB 10 ans	3,486 %	+10,1 pbs

Japon

Macroéconomie

Finances publiques | L'annonce le 14 janvier par le Secrétaire général du Parti libéral-démocrate (PLD) d'élections législatives anticipées -qui pourraient avoir lieu dès le 8 février- pourrait conduire le Japon à affronter une problématique de « mur d'endettement » (« fiscal cliff ») dans la mesure où la dissolution de la Chambre des Représentants de la Diète (chambre basse) retarderait l'adoption du projet de loi autorisant l'émission d'obligations souveraines japonaises dites « de financement de déficit », indispensable à l'exécution du budget pour l'année fiscale débutant au 1^{er} avril 2026 (122 300 Mds JPY, soit 660 Mds EUR, selon le projet présenté par le gouvernement Takaichi). En l'absence de ce texte, le gouvernement ne pourrait légalement émettre que des obligations dédiées à des projets de construction publique, alors que près de 30 000 Mds JPY de nouvelles émissions sont prévues (couvrant près d'un quart du projet de budget), dont 22 900 Mds JPY d'obligations de financement du déficit.

Défaillances d'entreprises | Les défaillances d'entreprises au Japon ont atteint en 2025 leur plus haut niveau depuis 12 ans, reflétant l'impact croissant de l'inflation et des tensions sur le marché du travail. Selon Tokyo Shoko Research, 10 300 entreprises ont fait faillite l'an dernier, en hausse de +2,9 % sur un an, marquant une 4^{ème} année consécutive d'augmentation. Après +15,1 % en 2024, la progression ralentit, mais le niveau reste le plus élevé depuis 2013. La hausse

des coûts des matières premières – alimentée par la faiblesse du yen – et la pénurie de main-d'œuvre constituent les principaux facteurs de fragilisation.

Secteur financier

Marché boursier | Sur les marchés financiers, l'anticipation d'élections législatives anticipées pour soutenir les ambitions pro-croissance et expansionnistes de la Première ministre S. Takaichi – hypothèse depuis confirmée par le PLD – a provoqué un nouvel emballement de la « *Takaichi Trade* ». Principal indice boursier japonais, le *Nikkei 225* a enregistré une hausse de +4,6 % entre le 9 et le 14 janvier, atteignant le 14 un nouveau record historique à 54 341 points. Les valeurs exportatrices et technologiques ont tout particulièrement bénéficié de la nette dépréciation du yen face au dollar US, gonflant mécaniquement les profits réalisés à l'étranger.

Marché des changes | Le yen s'est à nouveau nettement affaibli cette semaine sur fond d'incertitude politique et de spéculations sur une relance budgétaire accrue. La parité dollar US/yen a ainsi glissé jusqu'à 159,45 JPY, au plus bas depuis juillet 2024, avant de se stabiliser autour de 158,4 JPY après un avertissement émis par la ministre des Finances, S. Katayama, celle-ci ayant déclaré que les autorités prendraient « les mesures appropriées contre les fluctuations excessives de la devise, sans exclure aucune option » (i.e. une intervention sur le marché des changes). Le yen a également touché cette semaine un plus bas historique face à l'euro, à 185,5 JPY pour 1 EUR le 14 janvier. Comme à l'occasion de ses interventions répétées en 2024, le Ministère des Finances pourrait mobiliser l'importante réserve de change dont il dispose (environ 180 Mds USD) pour tenter de stabiliser la trajectoire du yen face aux autres devises mondiales, avec le feu vert implicite de l'administration Trump (la ministre Katayama et son homologue américain, le secrétaire au Trésor S. Bessent, souhaitant tous deux écarter le risque d'une « dépréciation unidirectionnelle » du yen).

Marché obligataire | Le marché obligataire japonais a subi une forte tension cette semaine, les investisseurs exigeant une prime de risque plus élevée face aux perspectives de stimulus budgétaire et à l'incertitude politique induite par les élections à venir. Le rendement des obligations d'État japonaises (JGBs) à 10 ans a ainsi grimpé de +11 pbs depuis le début de l'année à 2,18 %, au plus haut depuis 27 ans, tandis que les maturités très longues ont été particulièrement pénalisées : les rendements sur les JGBs à 20 ans ont atteint un record à 3,15 % (+17 pbs depuis le 1^{er} janvier), tandis que les rendements à 30 ans ont temporairement atteint 3,52 % le 13 janvier (+12 pbs). Ces segments longs sont les plus sensibles aux anticipations d'endettement public, dans un contexte où la dette japonaise avoisine 130 % du PIB et où les charges liées à la dette représentent déjà plus d'un quart du budget. La perspective d'élections législatives anticipées renforçant le mandat de S. Takaichi alimente les craintes d'un biais fiscal durablement expansionniste, accentuant de fait la pression haussière sur la courbe des taux.

Secteurs non financiers

Automobile | En 2025, les importations au Japon de véhicules produits à l'étranger par des constructeurs nationaux ont atteint un niveau inédit depuis trente ans (environ 110 000 véhicules, soit une augmentation de +19 % par rapport à 2024), témoignant de l'internationalisation accrue de la production des constructeurs japonais et de la localisation accrue de la production aux États-Unis, conséquence des droits de douane américains. Au niveau constructeurs, Suzuki a récemment renforcé son ancrage industriel en Inde en annonçant l'ouverture prochaine d'une 5^{ème} usine dans le pays (pour un coût estimé à 550 Mi USD), qui constituerait une base dotée d'une capacité de production annuelle d'1 million de véhicules pour l'exportation de véhicules vers d'autres marchés, y compris le Japon. De son

côté, *Honda* poursuit la diversification de ses approvisionnements en semi-conducteurs afin de réduire sa dépendance vis-à-vis de la Chine suite aux récentes tensions sur les minerais critiques entre les États-Unis et la Chine. Sur le segment des véhicules électriques, *Toyota* a dépassé pour la première fois *Nissan* en ventes trimestrielles sur le marché domestique. Le groupe a conservé par ailleurs sa position de 1^{er} constructeur mondial en volume de ventes en 2025 pour la 6^{ème} année consécutive (10,32 millions de véhicules vendus), devant *Volkswagen*, dans un contexte de transition du secteur automobile marqué par les droits de douane américains et le développement des véhicules électriques.

Télécommunications | *NTT Data Group*, *Sumitomo Corp.* et *JA Mitsui Leasing* vont conjointement créer une société, *Intra-Asia Marine Networks*, chargée de construire et exploiter un câble sous-marin de 8 100 kilomètres reliant le Japon, la Malaisie et Singapour. Ce projet s'inscrit dans un contexte de forte demande internationale de capacités de stockage de données face au développement rapide de l'intelligence artificielle. Le projet, dont le coût est estimé à 1 Md USD, devrait être opérationnel en 2029 avec une capacité de transmission de 320 000 Mds bits de données par seconde. Les trois groupes japonais envisagent d'ores et déjà des extensions à la Corée du Sud, aux Philippines et à Taïwan.

Minéraux critiques | Le 12 janvier, le navire « Chikyu » de la *Japan Agency for Marine-Earth Science and Technology* (JAMSTEC), a entamé une mission historique d'extraction en eau profonde de boues riches en terres rares lourdes au sein de la zone économique exclusive (ZEE) japonaise, près de Minamitorishima. Pour les autorités, l'exploitation potentielle des fonds marins doit permettre de participer à la réduction de la dépendance à la Chine. En dépit des efforts de de-risking conduits depuis 15 ans, le Japon importe encore 63 % des terres rares de Chine -contre 95 % en 2011-, dans un contexte de tensions accrues avec l'adoption de l'embargo chinois ciblant exclusivement le Japon en matière d'exportation de biens à double usage. L'expédition lancée le week-end dernier vise à confronter le potentiel théorique très élevé des gisements de terres rares lourdes identifiés par la recherche japonaise – estimés à près de 16 millions de tonnes d'oxydes, équivalent à plusieurs centaines d'années de consommations domestiques de néodyme, dysprosium, terbium – aux fortes contraintes économiques et technologiques de leur extraction en eaux profondes (5 000 à 6 000 m). A date, les autorités estiment que l'exploitation commerciale des terres rares en haute mer ne serait concrètement envisageable qu'à compter de 2030.

Corée du Sud

Macroéconomie

Investissements directs étrangers | En 2025, selon les données du MOTIR les flux d'investissements directs étrangers (IDE) déclarés vers la Corée du Sud ont atteint un niveau record de 36,1 Mds USD (+4,3 % sur un an), enregistrant une 5^{ème} année consécutive de progression. Cette performance a été portée par un net rebond au 4^{ème} trimestre 2025, après un début d'année affecté par les tensions commerciales. Par type d'investissement, les IDE *greenfield* ont constitué le principal moteur de cette hausse (+7,1 % à 28,6 Mds USD). Sur le plan sectoriel, l'industrie manufacturière a concentré l'essentiel des flux (15,8 Mds USD), avec une forte hausse dans la chimie et les métaux, tandis que les services numériques ont aussi bénéficié d'investissements soutenus. Par pays d'origine, les IDE en provenance des États-Unis (+86 %, à 9,7 Mds USD) et de l'Union européenne (+36 %, à 6,9 Mds USD) ont fortement progressé, à l'inverse de ceux en provenance du Japon (-28 %, à 4,4 Mds USD) et de la Chine (-38 %, à 3,6 Mds USD). La France figure au 3^{ème} rang des pays investisseurs, avec des IDE s'élevant

3,8 Mds USD en 2025, en très forte hausse par rapport à 2024 (850 Mi USD). Cette performance reflète notamment l'acquisition par *Air Liquide* de *DIG Airgas*, acteur intégré majeur des gaz industriels en Corée du Sud, pour un montant de 2,85 Mds EUR.

Politique monétaire et inflation | Comme largement attendu, la Banque de Corée (BoK) a maintenu son taux directeur à 2,50 % lors de sa réunion de janvier, marquant une 5^{ème} décision consécutive de statu quo. La Banque centrale a justifié cette orientation par la forte volatilité du taux de change, la dynamique toujours haussière des prix immobiliers dans la région métropolitaine de Séoul et la persistance de pressions inflationnistes. En décembre, l'inflation s'est établie à +2,3 % en glissement annuel, se maintenant au-dessus de la cible de 2 % pour le quatrième mois consécutif et reflétant la hausse continue des prix à l'importation depuis six mois. Sur l'ensemble de l'année 2025, l'inflation est toutefois restée proche de la cible de la BoK, affichant une moyenne de +2,1 %. Par poste, les hausses ont été particulièrement marquées pour les produits alimentaires (+3,2 %), les restaurants et hôtels (+3,1 %) et les équipements du logement (+2,9 %), tandis que les évolutions du logement, de l'eau, de l'électricité et des combustibles (+1,6 %), des transports (+1,3 %) et de la santé (+1,1 %) ont été plus modérées. Contrairement aux réunions précédentes, le comité de politique monétaire n'a fait aucune référence explicite à de futures baisses de taux, ce qui renforce l'idée que le cycle d'assouplissement monétaire engagé en novembre 2024 est désormais achevé.

Secteur financier

Réformes de marché | La Corée du Sud a présenté début janvier une feuille de route de réformes du marché des changes et des marchés de capitaux visant à lever les obstacles structurels à son inclusion dans l'indice des marchés développés de MSCI. Intégrée à la stratégie de croissance 2026, cette initiative associe l'ensemble des autorités financières (Ministère de l'Économie et des Finances, *Financial Services Commission*, Banque de Corée, *Financial Supervisory Services*, *Korea Exchange* et *Korea Securities Depository*). Le plan prévoit notamment l'introduction d'un *trading onshore* du won 24h/24 d'ici mi-2026, ainsi que la mise en place dès 2026 d'un mécanisme pilote de règlement *offshore* du won, dont le déploiement complet est attendu à partir de 2027. Il inclut aussi l'adoption de systèmes de conservation omnibus, une simplification de l'enregistrement des investisseurs étrangers alignée sur les standards internationaux, l'extension des obligations de communication financière en anglais, des incitations à l'annonce anticipée des dividendes et un accès élargi aux produits dérivés actions liés à la Corée du Sud. Ces annonces interviennent dans un contexte d'envolée du KOSPI, qui a franchi le 14 janvier un nouveau record, au-delà de 4 700 points, porté par les valeurs technologiques. L'indice affiche une hausse cumulée proche de +90 % depuis son point bas atteint début avril 2025 et de plus de +10 % depuis le début de l'année.

Secteur non financier

Défense | Le chasseur sud-coréen KF-21 Boramae, appareil de génération 4,5 destiné à remplacer les F-4 et F-5, a achevé avec succès l'ensemble de sa campagne d'essais en vol, selon la *Defense Acquisition Program Administration*, agence nationale chargée des acquisitions de Défense. Menés sur 42 mois, ces essais ont totalisé environ 1 600 sorties sans incident et permis de valider plus de 13 000 configurations, avec notamment des tirs de missiles air-air et des tests de ravitaillement en vol. Le KF-21 peut emporter jusqu'à 7,7 tonnes de charge utile et intégrer des missiles modernes comme l'*IRIS-T* et le *Meteor*. La campagne s'est achevée avec deux mois

d'avance, ouvrant la voie aux premières livraisons à l'armée de l'air sud-coréenne au 2nd semestre et au lancement de la production en série.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication: Service économique régional de Tokyo

Rédaction : SER de Tokyo et SE de Séoul

Abonnez-vous : tokyo@dgtrésor.gouv.fr

Clause de non-responsabilité : le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.